ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 29 juin 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 20 juillet 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 29e juni 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft de 20e juli 1977 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa ler du préambule, il y a lieu de remplacer la référence à l'article 68 de la Constitution par la mention suivante :

"Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976".

La loi du 12 juillet 1973 constitue, en effet, le fondement légal des articles 27 à 32 du projet d'arrêté royal.

L'arrêté royal du 11 juin 1974 cité à l'alinéa 4 du préambule a été modifié par l'arrêté royal du 27 mai 1975. Dès lors, cet alinéa devrait être complété comme suit :

" ... modifié par l'arrêté royal du 27 mai 1975".

*

Articles 4 et 5.

De l'accord de l'officier délégué, le Conseil d'Etat propose de rédiger les articles 6 et 7 comme suit :

.../...

"Article 4.-

§ 1er. Chaque année, le Ministre de la Défense nationale fixe le nombre maximum de candidats officiers et sous-officiers temporaires qui peuvent être recrutés.

§ 2. Ce nombre est réparti :

1° par régime linguistique;

2° par corps d'officiers ou par groupe d'emplois de sous-officiers.

Toutefois, en ce qui concerne les corps ou groupes d'emplois accessibles au personnel féminin, ce nombre est également réparti en tenant compte des fonctions que ce personnel peut exercer".

"Article 5.-

Pour être admis à participer au recrutement, le candidat officier temporaire ou le candidat sous-officier temporaire doit :

1° remplir les conditions fixées à l'article 18, § 1er, 1°, 2° et 4° de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et au statut du personnel des forces armées;

2° ne pas avoir dépassé l'âge de 33 ans au 31 décembre de l'année du recrutement"".

*

.../...

Article 7.

De l'accord de l'officier délégué, le Conseil d'Etat propose de rédiger le § 1er de l'article 7 comme suit :

"Article 7.-

§ 1er. A l'issue du concours de recrutement, il est établi, suivant les modalités prévues à l'article 4, § 2, un tableau de classement des candidats qui ont satisfait aux épreuves du concours ou en ont été dispensés en vertu de l'article 6, §§ 3 et 4.

Les candidats dispensés sont classés en tête dans l'ordre décroissant de la durée de la formation déjà reçue comme candidat officier ou comme candidat sous-officier. Dans le cas d'une même durée de formation, ils sont classés dans l'ordre décroissant des résultats obtenus par les candidats officiers temporaires au concours de recrutement des candidats officiers de carrière et par les candidats sous-officiers temporaires au concours de recrutement des candidats officiers temporaires et, ensuite, au concours de recrutement des candidats sous-officiers de carrière".

L'alinéa 2 du § 2 de l'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque plusieurs candidats sont classés ex aequo, les militaires en service actif sont classés avant les autres candidats; le cas échéant, la préférence est donnée au plus âgé dans chacun de ces groupes".

*

Article 9.

A l'alinéa ler du § ler de l'article 9, il convient de remplacer dans le texte néerlandais, les mots "twee jaren" par "twee jaar". A l'alinéa 2, le 2° gagnerait à être remplacé par "pour les candidats officier, un stage probatoire d'une durée d'un an dans une unité".

Article 10.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la fin du § 4, de l'article 10, texte français, comme suit : " ... un stage d'une durée équivalente dans une unité".

*

Article 14.

Au § 2 de l'article 14, il y a lieu d'omettre, comme superflus, les mots "sans préjudice de l'application en ce qui concerne le personnel féminin, des dispositions de l'article 49, § ler, de la loi du 13 juillet 1975".

*

Article 15.

L'alinéa 2 de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale fixe le nombre maximum de candidats au recrutement spécial suivant les modalités prévues à l'article 4, § 2".

Article 17.

Le § 1er de l'article 17 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Le militaire temporaire qui a effectué au moins six années de service actif à partir de son engagement ou rengagement initial peut, selon la catégorie à laquelle il appartient et selon son régime linguistique, poser sa candidature dans un corps d'officiers, dans un groupe d'emplois de sous-officiers ou à une fonction de volontaire de la force à laquelle il appartient et ce, dans la limite des nombres fixés conformément aux articles 26 et 30 de la loi du 13 juillet 1976.

Ces nombres sont répartis par régime linguistique et, en outre, pour les corps d'officiers, groupes d'emplois de sous-officiers et fonctions de volontaires accessibles au personnel féminin en tenant compte des fonctions que ce personnel peut exercer".

*

Article 19.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la dernière phrase de l'article 19, 2°, a, comme suit :

.../...

" ... cette épreuve porte notamment sur la connaissance de la langue, prévue par l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée".

*

Article 20.

A l'article 20, § ler, il est prévu que le comité de sélection tient compte de "la valeur du candidat". Ce concept est imprécis et est, en outre, de nature à éluder les résultats des concours et examens et autres critères objectifs. Pour ce motif, le Conseil d'Etat estime qu'il convient de remplacer ce concept par celui de "la manière de servir".

Le Conseil d'Etat propose, en outre, d'écrire à l'alinéa ler : " ... sont classés par le comité de sélection visé à l'article 18" et de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Un tableau de classement des candidats est établi en fonction des nombres visés à l'article 17, § ler".

Au § 2 de l'article 20, il convient d'écrire : "par corps, groupe d'emplois ou fonction".

*

Article 21.

Au § 2 de l'article 21, il y a lieu de remplacer dans la version néerlandaise le mot "vakopleiding" par "opleiding".

Article 23.

A l'article 23, il y a lieu de remplacer les mots "épreuve de sélection" par "examen sélectif" et, dans le texte français, "ces épreuves" par "ces examens".

Article 24.

Le § ler de cet article appelle la même remarque que celle faite à l'égard de l'article 20, § ler.

Le Conseil d'Etat propose, en outre, d'écrire à l'alinéa ler : "sont classés par le comité de sélection" et de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Un tableau de classement des candidats est établi en fonction des nombres fixés à l'article 17, § ler".

*

Article 33.

Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 25 octobre

1963, il y a lieu de remplacer les mots "du service de santé" par les mots "du service médical".

Le 2° devrait être rédigé comme suit :

"Les articles 4 et 28 de l'arrêté royal du 11 juin 1974 ...".

AANHEF.

In het eerste lid van de aanhef vervange men de verwijzing naar artikel 68 van de Grondwet door hetgeen volgt :

"Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976".

De wet van 12 juli 1973 is immers rechtsgrond voor de artikelen 27 tot 32 van het ontwerp koninklijk besluit.

Het in het vierde lid van de aanhef aangehaalde koninklijk besluit van 11 juni 1974 is gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 mei 1975. Die alinea moet dan ook worden aangevuld als volgt :

"... gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 mei 1975".

*

Artikelen 4 en 5.

In overeenstemming met de gemachtigde officier stelt de Raad van State voor, de artikelen 4 en 5 als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar het maximumaantal kandidaat-tijdelijke officieren

.../...

en onderofficieren die aangeworven mogen worden.

§ 2. Dat aantal wordt verdeeld :

1° per taalstelsel.

2° per officierenkorps of per ambtengroep voor de onderofficieren.

Voor de korpsen of ambtengroepen die mede voor vrouwelijk personeel openstaan, wordt dat aantal eveneens verdeeld met inachtneming van de functies die dat personeel kan vervullen".

"Artikel 5.-

Om voor werving in aanmerking te komen moet de kandidaat-tijdelijk officier of tijdelijk onderofficier :

1° voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 18, § 1, 1°, 2° en 4° van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht;

2° Op 31 december van het jaar van de werving de leeftijd van 33 jaar niet hebben overschreden;"

*

Artikel 7.

In overeenstemming met de gemachtigde officier stelt de Raad van State voor, § 1 van artikel 7 als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 7.-

§ 1. Na afloop van het vergelijkend wervingsexamen wordt, volgens de regels bepaald in artikel 4, § 2, een rangschikkingstabel aangelegd van de kandidaten die voor dat examen zijn geslaagd of die ervan vrijgesteld zijn op grond van artikel 6, §§ 3 en 4. De vrijgestelde kandidaten worden bovenaan gerangschikt in afdalende volgorde volgens de duur der opleiding die zij reeds gekregen hebben als kandidaat-officier of als kandidaat-onderofficier. Bij gelijke opleidingsduur worden zij gerangschikt in afdalende volgorde volgens de uitslag, behaald door de kandidaat-tijdelijke officieren op het vergelijkend examen voor werving van kandidaat-beroepsofficieren en door de kandidaat-tijdelijke onderofficieren op het vergelijkend examen voor werving van kandidaat-tijdelijke officieren en vervolgens op het vergelijkend examen voor werving van kandidaat-beroepsonderofficieren".

Een betere lezing voor het tweede lid van § 2 van artikel 7 zou zijn :

"Wanneer verschillende kandidaten ex aequo gerangschikt staan, komen de militairen in actieve dienst vóór de andere kandidaten; in voorkomend geval wordt de voorkeur gegeven aan de oudste in ieder van die groepen".

Artikel 9.

In het eerste lid van § 1 van artikel 9 schrijve men "twee jaar" in plaats van "twee jaren". In het tweede lid, onder 2°, leze men : "voor kandidaat-officieren, een proeftijd van één jaar in een eenheid".

.../...

Artikel 10.

Voorgesteld wordt het slot van § 4 van artikel 10 in de Franse tekst als volgt te lezen : "... un stage d'une durée équivalente dans une unité".

Artikel 14.

In § 2 van artikel 14 schrappe men, als overbodig, de woorden "Onverminderd de toepassing, wat betreft het vrouwelijk personeel, van de bepalingen van artikel 49, § 1, van de wet van 13 juli 1975".

Artikel 15.

Een betere lezing voor het tweede lid van het artikel zou zijn :

"De Minister van Landsverdediging stelt het maximumaantal kandidaten voor de speciale werving vast volgens de regels bepaald in artikel 4, § 2".

Artikel 17.

§ 1 van artikel 17 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. Tijdelijke militairen die sedert hun aanvankelijke dienstneming of wederdienstneming ten minste zes

.../...

jaar actieve dienst hebben volbracht, kunnen zich, naar gelang van de categorie waartoe zij behoren en volgens hun taalstelsel, kandidaat stellen in een officierenkorps, in een ambtengroep voor onderofficieren of voor een ambt van vrijwilliger in het krijgsmachtdeel waarvan zij deel uitmaken, zulks binnen de grenzen van de overeenkomstig de artikelen 26 en 30 van de wet van 13 juli 1976 bepaalde aantallen.

Die aantallen worden verdeeld per taalstelsel en bovendien, voor de officierenkorpsen, de ambtengroepen voor onderofficieren en de vrijwilligersambten die mede voor vrouwelijk personeel openstaan, met inachtneming van de functies welke dat personeel kan vervullen".

Artikel 19.

Voor de laatste volzin van artikel 19, 2° a, geeft de Raad van State de volgende lezing in overweging :

"Dit examen loopt onder meer over de taalkennis, voorgeschreven door artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger".

*

Artikel 20.

Artikel 20, § 1, zegt dat het selectiecomité rekening houdt met de "waarde van de kandidaat". Dat

.../...

begrip is vaag en kan bovendien zo gehanteerd worden dat de uitslag van de vergelijkende en gewone examens alsook sommige andere objectieve maatstaven veronachtzaamd worden. De Raad van State vindt dan ook dat het best vervangen wordt door het begrip "wijze van dienen".

Hij stelt bovendien voor, in het eerste lid te schrijven : "... worden gerangschikt door het selectie-comité bedoeld in artikel 18" en het tweede lid als volgt te lezen :

"Er wordt een tabel van de rangschikking van de kandidaten opgemaakt met inachtneming van de in artikel 17, § 1 behaalde aantallen.

In § 2 van artikel 20 moet worden gelezen : "per korps, ambtengroep of ambt".

Artikel 21.

In § 2 van artikel 21 vervange men "vakopleiding" door "opleiding".

Artikel 23.

Men vervange "selectieproef" door "selectie-examen" en in de Franse tekst "ces épreuves" door "ces examens".

.../...

Artikel 24.

Bij § 1 van dat artikel is dezelfde opmerking te maken als bij § 1 van artikel 20.

De Raad van State stelt bovendien voor, in het eerste lid te schrijven : "... worden door het selectiecomité gerangschikt" en het tweede lid als volgt te lezen :

"Er wordt een tabel met een rangschikking van de kandidaten opgemaakt met inachtneming van de bij artikel 17, § 1, bedoelde aantallen".

Artikel 33.

In het opschrift van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 vervange men in de Franse tekst de woorden "du service de santé" door "du service médical".

Onder 2° leze men :

"De artikelen 4 en 28 van het koninklijk besluit van 11 juni 1974 ...".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. SMOLDERS, président de chambre,

G. BAETEMAN, conseillers d'Etat,
P. TAPIE,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS,

E. VAN VYVE, greffier de section,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

afdelingsgriffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Ch. SMOLDERS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Ch. SMOLDERS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

E. VAN VYVE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. SMOLDERS.